



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 52.580/2
du 4 février 2013

advies 52.580/2
van 4 februari 2013

sur

over

une proposition de loi
'modifiant les dispositions du
Code judiciaire relatives à la
réparation d'erreurs matérielles
ou d'omissions dans les
jugements ainsi qu'à
l'interprétation des jugements'
(*Doc. parl.*, Chambre, 2010,
n° 53-0050/1)

een wetsvoorstel 'tot wijziging
van de bepalingen van het
Gerechtelijk Wetboek met
betrekking tot de rechtzetting
van materiële vergissingen of
nalatigheden in de vonnissen
alsook tot de uitlegging van de
vonnissen' (*Parl. St. Kamer*,
2010, nr. 53-0050/1)

Le 14 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 février 2013 ^(*), sur une proposition de loi 'modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la réparation d'erreurs matérielles ou d'omissions dans les jugements ainsi qu'à l'interprétation des jugements' (*Doc. parl.*, Chambre, 2010, n° 53-0050/1).

La proposition de loi a été examinée par la deuxième chambre le 4 février 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 février 2013.

^(*) Par courriel du 18 décembre 2012.

*

Op 14 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 februari 2013 ^(*) een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de rechtzetting van materiële vergissingen of nalatigheden in de vonnissen alsook tot de uitlegging van de vonnissen' (*Parl. St. Kamer*, 2010, nr. 53-0050/1).

Het wetsvoorstel is door de tweede kamer onderzocht op 4 februari 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 februari 2013.

^(*) Bij e-mail van 18 december 2012.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition de loi, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition de loi appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La proposition de loi poursuit un triple objectif en matière d'interprétation et de rectification des décisions judiciaires.

D'abord, outre la rectification des « erreurs matérielles » visée à l'actuel article 794 du Code judiciaire, la proposition permet désormais la rectification d'un jugement en cas « d'omission matérielle ». Un tel ajout a pour objectif de consacrer dans la loi une pratique que la jurisprudence avait déjà admise ¹.

Ensuite, la proposition vise à autoriser le juge des saisies à « corriger » le titre exécutoire, mais uniquement en ce qui concerne « les erreurs matérielles ». À nouveau, comme le soulignent les développements, il s'agit-là de consacrer légalement un pouvoir du juge des saisies qui est de longue date admis par la doctrine.

Enfin, l'article 794/1 proposé introduit le droit pour le juge qui a rendu la décision de compléter celle-ci lorsqu'il a omis de statuer sur un chef de demande. C'est l'innovation essentielle du texte de la proposition.

2. L'idée de permettre au juge de réparer lui-même sa décision en cas d'omission à statuer sur un des chefs de la demande a déjà été évoquée, notamment, lors des *Dialogues Justice* dont le rapport a été établi par le Sénateur Erdman et le Professeur de Leval à la demande de la Ministre de la Justice en juillet 2004 ², lequel visait à mettre sur pied un « service après vente judiciaire ». La modification du Code judiciaire envisagée à l'époque s'inspirait de l'article 1708 du Code judiciaire qui permet au tribunal arbitral de compléter sa sentence s'il a omis de statuer sur un ou plusieurs points du litige ³.

¹ Voir par exemple : Mons, 19 juin 1991, J.L.M.B., 1991, 1501 : « Le juge qui constate qu'il a omis de reproduire les énonciations d'un motif décisive dans le dispositif d'une décision qu'il a rendue peut le rectifier en ordonnant l'insertion de ce motif dans le dispositif » ; Liège, 10 janvier 2006, inédit, 2004/RF/178 : « Toute décision du juge sur une contestation est un dispositif, quelle que soit la place de cette décision dans le texte de l'arrêt ou du jugement et quelle que soit la forme dans laquelle elle est exprimée. Il y a dès lors lieu à rectification lorsque le dispositif de la décision omet de reproduire des motifs décisifs ».

² *Les dialogues Justice*, rapport de synthèse rédigé à la demande de Laurette Onkelinx, Ministre de la Justice par Fred ERDMAN et Georges de LEVAL, juillet 2004, http://justitie.belgium.be/nl/binaries/Les%20Dialogues%20justice_tcm265-142544.pdf, pp. 249-250.

³ L'article 1708 du Code judiciaire dispose :

« 1. Si le tribunal arbitral a omis de statuer sur un ou plusieurs points du litige qui peuvent être dissociés des points sur lesquels il a statué, ce tribunal peut, à la demande d'une des parties, compléter sa sentence même si les délais

En effet, selon le rapport *Dialogues Justice*,

« Cette disposition efficace se comprend tout spécialement dans un contentieux qui évite l'usage excessif des voies de recours or une telle considération n'est pas absente du contentieux soumis aux juridictions étatiques. De plus le principe d'économie de procédure doit retenir l'attention : l'ajout, d'un élément manquant à la décision, par son auteur peut se réaliser sans formalisme particulier dans de brefs délais et sans frais ce qui se justifie d'autant plus qu'il s'agit de réparer une omission du magistrat »⁴.

Selon les développements, la proposition à l'examen s'inspire directement de la législation française relative à la compétence du juge non seulement pour rectifier les erreurs et omissions matérielles contenues dans sa décision mais aussi pour la compléter lorsqu'il a statué *infra petita*, *ultra petita* ou *extra petita* (articles 461 à 464 du Nouveau Code de procédure civile français).

Le Nouveau Code de procédure civile français dispose en effet :

« Article 461

Il appartient à tout juge d'interpréter sa décision si elle n'est pas frappée d'appel.

La demande en interprétation est formée par simple requête de l'une des parties ou par requête commune.

Le juge se prononce les parties entendues ou appelées.

Article 462

Les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune ; il peut aussi se saisir d'office.

prévus à l'article 1698 sont expirés, à moins que l'autre partie ne conteste que des points ont été omis ou que les points omis peuvent être dissociés des points sur lesquels il a été statué.

2. Dans ce cas, la contestation est portée par la partie la plus diligente devant le tribunal de première instance. Celui-ci, s'il décide que les points omis peuvent être dissociés des points sur lesquels la sentence a statué, renvoie les parties devant le tribunal arbitral pour faire compléter la sentence ».

Cette disposition est à lire en combinaison avec l'article 1702bis du Code judiciaire qui prévoit que : « Dans les trente jours de la notification de la sentence, à moins que les parties ne soient convenues d'un autre délai :

a) une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander au tribunal arbitral de rectifier dans le texte de la sentence toute erreur matérielle, toute erreur de calcul ou typographique ou toute erreur de même nature ;

b) une partie peut, si les parties en sont convenues, moyennant notification à l'autre, demander au tribunal arbitral de donner une interprétation d'un point ou passage précis de la sentence.

S'il juge la demande fondée, le tribunal arbitral fait la rectification ou donne l'interprétation dans les trente jours qui suivent la réception de la demande. L'interprétation fait partie intégrante de la sentence.

2. Le tribunal arbitral peut, de son propre chef, rectifier toute erreur visée à l'alinéa 1^{er}, a), dans les trente jours qui suivent la date de la sentence.

3. Le tribunal arbitral peut prolonger, si besoin est, le délai dont il dispose pour rectifier ou interpréter la sentence en vertu de l'alinéa premier.

4. Les dispositions de l'article 1701 s'appliquent à la rectification ou à l'interprétation de la sentence.

5. Lorsque les mêmes arbitres ne peuvent plus être réunis, la demande d'interprétation ou de rectification de la sentence doit être portée devant le tribunal de première instance dont le président est compétent pour accorder l'exequatur conformément aux règles de compétence prévues aux articles 1717 et 1719, alinéa 2 ».

⁴ Les dialogues Justice, *op.cit.*, p. 249.

Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées. Toutefois, lorsqu'il est saisi par requête, il statue sans audience, à moins qu'il n'estime nécessaire d'entendre les parties.

La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement.

Si la décision rectifiée est passée en force de chose jugée, la décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation.

Article 463

La juridiction qui a omis de statuer sur un chef de demande peut également compléter son jugement sans porter atteinte à la chose jugée quant aux autres chefs, sauf à rétablir, s'il y a lieu, le véritable exposé des prétentions respectives des parties et de leurs moyens.

La demande doit être présentée un an au plus tard après que la décision est passée en force de chose jugée ou, en cas de pourvoi en cassation de ce chef, à compter de l'arrêt d'irrecevabilité.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune. Il statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées.

La décision est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement et donne ouverture aux mêmes voies de recours que celui-ci.

Article 464

Les dispositions de l'article précédent sont applicables si le juge s'est prononcé sur des choses non demandées ou s'il a été accordé plus qu'il n'a été demandé ».

La proposition examinée, qui reprend en tous points deux propositions formulées en 2005 et 2007, la première devant le Sénat et la seconde devant la Chambre⁵, est manifestement calquée, en ce qui concerne le droit de réparer une omission de statuer sur un chef de la demande, sur cette législation et plus spécialement sur l'article 463 du Nouveau Code de procédure civile français. Elle ne reprend par contre pas l'hypothèse, visée à l'article 464 du Code précité, par laquelle le juge est autorisé à compléter sa décision lorsqu'il a statué *ultra petita* ou *extra petita*.

3. À première vue, l'idée de rendre plus efficace le travail du juge en évitant au maximum les recours et leurs corollaires - à savoir l'encombrement des rôles des juridictions d'appel - est séduisante. Elle n'est cependant pas sans danger. En effet, pareils aménagements procéduraux entrent en tension avec les principes du dessaisissement du juge et de l'autorité de la chose jugée, lesquels s'inscrivent à leur tour dans les exigences déduites de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui s'oppose en principe à ce qu'un même juge soit appelé à se prononcer à nouveau sur une question litigieuse sur laquelle il a d'ores et déjà statué, et se trouve ainsi en position de devoir déterminer lui-même s'il a fait correctement application du droit aux faits de la cause⁶.

⁵ Voir *Doc parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 1458/1 ; Chambre, 2007-2008, n° 139/001.

⁶ Cour eur. D.H., arrêt *San Leonard Band Club c. Malte* ; 29 juillet 2004, §§ 63-64 ; *a contrario*, Cour eur. D.H., arrêt *Lindon, Otchakovsky-Laurens et July c. France* ; 22 octobre 2007, §§ 79-80. Par ailleurs, et selon une

Permettre la réouverture d'un débat judiciaire lorsqu'il est terminé, autrement que par la voie des recours, risque par ailleurs de susciter un procès dans le procès et d'engendrer plus de difficultés que celles que le texte proposé vise précisément à éviter.

4. Pour pallier ces difficultés, le législateur est invité, à l'occasion de cette réforme, à préalablement rappeler la règle du dessaisissement, selon laquelle le juge qui a épuisé sa juridiction sur une question litigieuse ne peut plus en être saisi, soit en la consacrant légalement, en complétant en ce sens, par exemple, l'article 19, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, soit en la réaffirmant clairement à l'occasion des travaux parlementaires consacrés à la proposition examinée, pour n'envisager ensuite l'interprétation, la rectification ou la réparation d'une omission de statuer qu'à titre d'exceptions à ce principe ⁷.

S'agissant d'exceptions à un principe d'ordre public du droit processuel civil ⁸, il convient également de rappeler qu'elles doivent nécessairement rester de stricte interprétation, sous peine d'encourager les plaideurs à y trouver une voie de recours déguisée.

5. C'est sous ces réserves, que sont formulées les observations particulières suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

1. L'alinéa 1^{er} vise « les erreurs et omissions matérielles » qui peuvent être réparées par la juridiction qui a rendu la décision entachée de l'erreur ou de l'omission, ou par celle à laquelle la décision est déférée.

L'alinéa 2 autorise le « juge de l'exécution » à « corriger les erreurs de calcul ou les erreurs matérielles dont les éléments de solution résultent du texte même du titre exécutoire ».

Sauf si telle est l'intention du législateur, sur laquelle il conviendrait alors qu'il s'explique, il n'y a pas lieu d'opérer de distinction entre les « erreurs et omissions matérielles » visées à l'alinéa 1^{er} et « les erreurs de calcul ou les erreurs matérielles » visées à l'alinéa 2. Les mêmes pouvoirs de rectification matérielle devraient être reconnus au juge qui a

jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'Homme, « Un des éléments fondamentaux de la prééminence du droit est le principe de la sécurité des rapports juridiques, qui veut, entre autres, que la solution donnée de manière définitive à tout litige par les tribunaux ne soit plus remise en cause » (Cour eur. D.H., arrêt Popea c. Roumanie ; 24 octobre 2006, § 34).

⁷ C'est ainsi que le législateur français, dont s'inspire directement la réforme proposée, a procédé en énonçant, à l'article 481 du Nouveau Code de procédure civile :

« Le jugement, dès son prononcé, dessaisit le juge de la contestation qu'il tranche.

Toutefois, le juge a le pouvoir de rétracter sa décision en cas d'opposition, de tierce opposition ou de recours en révision.

Il peut également l'interpréter ou la rectifier sous les distinctions établies aux articles 461 à 464 ».

⁸ G. de LEVAL, *Éléments de procédure civile*, Bruxelles, Larcier, 2003, p. 220, n° 162.

rendu la décision à rectifier et au juge des saisies. Dès lors, la même terminologie devrait être utilisée.

De même il convient d'utiliser dans les deux alinéas le même terme pour décrire le pouvoir du juge : « réparer » (selon l'alinéa 1^{er}) ou « corriger » (selon l'alinéa 2).

2. Si telle est l'intention du législateur, il conviendrait qu'il s'explique sur les motifs qui justifieraient que ce pouvoir de rectification soit limité, en ce qui concerne le juge de l'exécution, aux erreurs « dont les éléments de solution résultent du texte même du titre exécutoire », limitation qui n'est pas imposée au juge qui rectifie l'erreur qu'il a lui-même commise ni au juge d'appel.

3. L'alinéa 1^{er} de l'article 794 proposé précise que la rectification peut intervenir même si elle affecte un jugement « passé en force de chose jugée ». Pour éviter toutes controverses, il conviendrait que cette précision soit également insérée dans l'alinéa 2, sauf à s'expliquer sur les raisons qui justifieraient que tel ne soit pas le cas.

4. Le juge de l'exécution étant le juge des saisies (article 1395 du Code judiciaire), il est préférable de le citer comme tel.

5. L'alinéa 2 de l'article 794 proposé, visant « le titre exécutoire », ne semble pas limiter le pouvoir de rectification du juge des saisies aux seules décisions judiciaires visées à l'alinéa 1^{er} mais pourrait s'appliquer, en sa rédaction actuelle, à tous les titres exécutoires, à savoir notamment l'ensemble des actes authentiques contenant l'énonciation d'une obligation (acte notarié) ainsi qu'aux contraintes administratives exécutoires.

Sauf si telle est l'intention du législateur, il conviendrait de revoir le texte proposé.

6. En pratique, certains juges des saisies, lorsqu'ils sont appelés à interpréter ou à rectifier une erreur ou omission matérielle, invitent les parties à renoncer préalablement à toute action en rectification ou interprétation devant le juge ayant rendu la décision exécutée, ceci afin d'éviter le risque de décisions interprétatives ou rectificatives incompatibles entre elles.

Dès lors que le texte de la proposition vise à reconnaître légalement le pouvoir du juge des saisies à rectifier les erreurs (ou omissions⁹) matérielles du jugement mis en exécution, il conviendrait que soit expressément réglée la question du risque de concurrence entre la décision rectificative du juge des saisies et celle du juge ayant rendu la décision contenant l'erreur ou l'omission.

⁹ Voir l'observation 1 ci-avant.

7. L'actuel article 794 du Code judiciaire précise, *in fine*, que le juge peut rectifier les erreurs matérielles contenues dans sa décision, « sans cependant que puissent être étendus, restreints ou modifiés les droits qu'elle a consacrés ». L'ajout du droit de rectifier les omissions matérielles ne peut être interprété comme dérogeant à l'interdiction d'étendre, restreindre ou modifier les droits consacrés par la décision à rectifier¹⁰. Il s'impose en conséquence de maintenir cette limitation dans le texte proposé de l'article 794 sous peine de susciter, à l'avenir, des controverses sur ce point.

8. Le Conseil d'État ne voit pas pourquoi seule la rectification (d'erreurs ou d'omissions matérielles) serait permise au juge des saisies mais non le droit d'interpréter le titre exécutoire obscur ou ambigu, au sens de l'article 793 du Code judiciaire. La proposition devrait être complétée en ce sens.

Articles 4 et 5

Le texte de l'article 794/1, alinéa 1^{er}, proposé, précise que la possibilité de réparer l'omission de statuer sur un chef de la demande ne peut « porter atteinte à la chose jugée quant aux autres chefs ».

Il réserve toutefois une hypothèse, reprise de la loi française¹¹, mais dont la portée est difficilement compréhensible : « sauf à rétablir, s'il y a lieu, le véritable exposé des prétentions respectives des parties et de leur moyens ».

Le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement si cette restriction s'applique au pouvoir reconnu au juge de compléter sa décision ou à l'interdiction de porter atteinte à l'autorité de chose jugée quant aux autres chefs de la demande.

Cette seconde hypothèse n'étant ni justifiable ni admissible en droit dès lors qu'elle serait inévitablement de nature à porter atteinte à l'autorité de chose jugée ou aux règles du dessaisissement, le Conseil d'État suppose que cette restriction concerne le droit pour le juge de compléter sa décision, en ce sens qu'il n'y aurait pas matière à réparation au vu du « véritable exposé des prétentions respectives des parties et de leur moyens ».

Si telle est bien l'intention du législateur, cette précision devrait être supprimée au risque d'introduire des difficultés d'interprétation. En effet, l'omission commise par le juge se déduira nécessairement d'une comparaison entre les demandes formulées par les parties dans leurs conclusions et les chefs de demande sur lesquels le juge aura effectivement statué.

¹⁰ Seule la réparation de l'omission de statuer sur un chef de la demande, visée à l'article 794/1 proposé, pourrait en effet avoir un tel effet.

¹¹ Article 463, alinéa 1^{er}, *in fine*, du Nouveau Code de procédure civile français.

À cet égard, il convient d'être particulièrement attentif au contenu de l'article 748bis du Code judiciaire, aux termes duquel

« Sans préjudice de l'article 748, § 2, sauf le cas de conclusions ayant pour unique objet de demander une ou plusieurs des mesures visées à l'article 19, alinéa 2, de soulever un incident de procédure n'étant pas de nature à mettre fin à l'instance ou de répondre à l'avis du ministère public, les dernières conclusions d'une partie prennent la forme de conclusions de synthèse. Pour l'application de l'article 780, alinéa 1^{er}, 3^o, les conclusions de synthèse remplacent toutes les conclusions antérieures et, le cas échéant, l'acte introductif d'instance de la partie qui dépose les conclusions de synthèse ».

Il conviendrait de préciser que le pouvoir de rectification du juge doit s'exercer au regard des règles énoncées à l'article 748bis précité.

2. L'alinéa 2 de l'article 794/1 proposé, reprenant le texte de l'article 463, alinéa 2, du Nouveau Code de procédure civile français, vise l'hypothèse où un pourvoi en cassation « de ce chef » a été introduit et précise que le délai d'un an pour introduire une demande en vue d'obtenir du juge qu'il complète sa décision prend cours, dans cette hypothèse, « à compter de l'arrêt d'irrecevabilité ¹² ».

Cette précision ne peut se comprendre qu'au regard de la loi française et de la jurisprudence de la Cour de cassation de France qui estime que tout recours, en ce compris le pourvoi en cassation, en vue de faire compléter une décision qui aurait omis de statuer sur un chef de demande est irrecevable dès lors que cette omission doit être exclusivement réglée par l'action en réparation de l'omission ¹³.

Il convient toutefois de relever que l'article 463, alinéa 2, du Nouveau Code de procédure civile français n'a « pas repris les dispositions de l'article 110 du décret du 20 juillet 1972 qui exigeait que la requête pour omission de statuer fût présentée avant l'expiration des délais d'appel ou de pourvoi et qui interdisait de l'exercer si ceux-ci étaient formés » ¹⁴.

Or, le texte proposé ne modifie pas, sur le fond, l'actuel article 799 du Code judiciaire, qui s'énoncerait, tel que complété par l'article 7 de la proposition, comme suit :

« Le juge ne peut rectifier une décision qu'il a rendu ou statuer sur l'omission d'un chef de demande que dans la mesure où elle n'a pas été entreprise ».

De même, le texte de la proposition vise à modifier l'article 795 du Code judiciaire, qui devrait à l'avenir se lire comme suit : « Les demandes d'interprétation, de rectification ou de réparation de l'omission d'un chef de demande sont portées devant le juge qui a rendu la décision si celle-ci n'est pas frappée d'appel ».

¹² Cet arrêt serait prononcé par la Cour de cassation.

¹³ Not. Cass. fr. (comm.), 27 mai 1981 (79-17.054), selon lequel l'omission de statuer sur un chef de demande ne peut aux termes de l'article 463 du Nouveau Code de procédure civile français donner lieu qu'à un recours devant la juridiction qui a omis de statuer et ne saurait ouvrir la voie de la cassation.

¹⁴ S. GUINCHARD, C. CHAINAIS et F. FERRAND, *Procédure civile*, 31^e éd., Paris, Dalloz, 2012, pp. 785 et 786.

La doctrine française confirme que l'action en réparation de l'erreur matérielle ne peut pas faire, seule, l'objet d'un appel¹⁵. La Cour d'appel ne pourrait réparer l'omission du premier juge que si elle est par ailleurs saisie d'un appel sur d'autres chefs de la demande, et ce par l'effet dévolutif de l'appel¹⁶.

De même, comme il vient d'être rappelé, l'omission de statuer sur un chef de demande, commise dans la cadre d'une décision rendue en dernier ressort, ne peut pas faire l'objet d'un pourvoi en cassation de ce seul chef.

Il s'impose que l'auteur de la proposition règle clairement cette question et, le cas échéant, modifie en ce sens l'article 799 du Code judiciaire et renonce à la seconde modification proposée à l'article 775 du Code judiciaire.

Article 6

1. En vertu de l'article 16 de la loi du 31 décembre 2012 'portant des dispositions diverses, spécialement en matière de justice', l'article 11 de la loi du 10 juillet 2006 'relative à la procédure électronique', modifiant l'article 706 du Code judiciaire, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013. La procédure de comparution volontaire a été supprimée et remplacée par une procédure d'introduction par requête conjointe. Il convient d'en tenir compte à l'article 796 proposé.

2. Selon l'article 796 du Code judiciaire actuellement en vigueur,

« Les demandes d'interprétation ou de rectification sont introduites, en cas d'accord des parties, suivant les règles de la comparution volontaire, sinon dans la forme ordinaire des citations ».

L'article 796 proposé prévoit quant à lui que les demandes qu'il vise (rectification, interprétation et réparation de l'omission d'un chef de demande) sont introduites par requête de l'une des parties, par comparution volontaire de celles-ci (lire : par requête conjointe conformément à l'article 706 nouveau du Code judiciaire, comme indiqué dans le point 1 ci-dessus) ou suivant la forme ordinaire des citations.

Faute d'explication fournie à ce propos dans les développements de la proposition, le Conseil d'État n'aperçoit pas la logique qui présidera, en l'absence de comparution volontaire (lire : de requête conjointe conformément à l'article 706 nouveau du Code judiciaire), au choix de la citation plutôt que de la requête comme mode introductif de la demande. Exige-t-on sur ce point un strict parallélisme avec le mode d'introduction de la demande initiale ? S'en remet-on au contraire au choix purement discrétionnaire de l'auteur de la demande en rectification, interprétation ou réparation de l'omission de statuer sur un chef de demande ? Eu égard aux

¹⁵ *Ibid.*, p. 784.

¹⁶ *Ibid.*, p. 785.

controverſes auxquelles a d'ores et déjà donné lieu l'actuel article 796 du Code judiciaire¹⁷, la diſpoſition propoſée devrait être clarifiée ſur ce point.

Plus fondamentalement cependant, et eu égard à l'objectif d'économie procédurale dans lequel la proposition entend s'inscrire, le Conseil d'État ſe demande ſ'il s'indique réellement de continuer à viſer la citation comme mode introductif des demandes en rectification, interprétation et réparation des omissions de ſtatuer ſur un chef de demande¹⁸ ſauf à conſidérer qu'en raiſon de l'efficacité de ce mode d'introduction de l'instance, il ne convient pas de l'exclure.

3. Dès lors que les modes d'introduction viſés à l'alinéa 1^{er} ont pour effet d'introduire une nouvelle procédure, l'ajout, par rapport au texte actuel de l'alinéa 2 de l'article 796 propoſé ne ſe juſtifie pas. Un débat contradictoire, conforme au droit commun, doit avoir lieu.

Article 7

Il eſt renvoyé aux observations formulées ſous l'article 4 de la proposition.

*

¹⁷ Voir L. VERHAEGEN et L. SCHELLEKENS, « Commentaar bij Art. 796 Ger. W. », *Gerechtelijk recht. Artikelsgewijze commentaar met overzicht van rechtspraak en rechtsleer*, Kluwer, Afl. 75 (18 juni 2009), pp. 228 à 230.

¹⁸ Voir à cet égard la recommandation n°2010/2 de la Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil supérieur de la Justice, émise le 20 mai 2010 au ſujet de la rectification des jugements, ainſi que, en écho à cette recommandation, la proposition de loi 'modifiant les articles 796 et 797 du Code judiciaire en vue d'alléger la procédure relative à la rectification des jugements', *Doc. parl. Sénat*, 2010-2011, n° 5-1126/1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het wetsvoorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het wetsvoorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het wetsvoorstel heeft een drievoudig doel inzake de uitlegging en de verbetering van gerechtelijke beslissingen.

Vooreerst maakt het voorstel, naast de verbetering van de “verschrijvingen” bedoeld in het huidige artikel 794 van het Gerechtelijk Wetboek, voortaan ook de verbetering mogelijk van een vonnis in het geval van “materiële weglating”. De doelstelling van een dergelijke toevoeging is in de wet een praktijk vast te leggen die reeds door de rechtspraak was aanvaard¹⁹.

Vervolgens strekt het voorstel ertoe de beslagrechter te machtigen de uitvoerbare titel te “verbeteren”, maar enkel betreffende de “materiële fouten”. Zoals in de toelichting wordt gesteld, gaat het ook hier erom een bevoegdheid van de beslagrechter die reeds lange tijd is aanvaard door de rechtsleer, in de wet vast te leggen.

Het voorgestelde artikel 794/1, ten slotte, verleent de rechter die de beslissing heeft gewezen het recht om deze beslissing aan te vullen wanneer hij verzuimd heeft zich over een punt van de vordering uit te spreken. Dat is de wezenlijke nieuwigheid van de tekst van het voorstel.

2. Het idee om de rechter in staat te stellen zelf zijn beslissing te herstellen wanneer hij heeft verzuimd over een punt van de vordering uitspraak te doen, is onder meer reeds gelanceerd in de *Justitiedialogen*, waarvan senator Erdman en professor Leval, op verzoek van de minister van Justitie, in juli 2004 het verslag hebben geschreven²⁰ waarin wordt het opzetten van een “gerechtelijke dienst na verkoop” tot doel werd gesteld. De wijziging van het Gerechtelijk Wetboek die destijds werd beoogd, lag in de lijn van artikel 1708 van het Gerechtelijk Wetboek

¹⁹ Zie bijvoorbeeld Bergen 19 juni 1991, J.L.M.B., 1991, 1501: “Le juge qui constate qu’il a omis de reproduire les énonciations d’un motif décisoire dans le dispositif d’une décision qu’il a rendue peut le rectifier en ordonnant l’insertion de ce motif dans le dispositif” ; Luik, 10 januari 2006, niet uitgegeven, 2004/RF/178: “Toute décision du juge sur une contestation est un dispositif, quelle que soit la place de cette décision dans le texte de l’arrêt ou du jugement et quelle que soit la forme dans laquelle elle est exprimée. Il y a dès lors lieu à rectification lorsque le dispositif de la décision omet de reproduire des motifs décisiores”.

²⁰ Fred ERDMAN en Georges LEVAL, *Justitiedialogen, syntheseverslag opgemaakt op verzoek van Laurette Onkelinx, vice-eerste minister en minister van Justitie*, juli 2004, 257-258, http://justice.belgium.be/fr/binaries/justitie_dialogen_NL_tcm421-138432.pdf.

die het scheidsgerecht de mogelijkheid biedt zijn vonnis aan te vullen indien het heeft verzuimd zich uit te spreken over een of meerdere punten van het geschil²¹.

In de *Justitiedialogen* wordt immers het volgende gesteld:

“Deze doeltreffende bepaling is bijzonder duidelijk voor een rechtspraak die het overmatig gebruik van rechtsmiddelen vermijdt en dergelijke overweging is niet vreemd aan de betwistingen die de staatsgerechten worden voorgelegd. Bovendien moet het beginsel van de besparing op het niveau van de rechtspleging de aandacht trekken: de toevoeging van een ontbrekend element aan de beslissing, door zijn auteur, kan gebeuren zonder bijzonder formalisme, binnen de kortste termijnen en zonder kosten, wat wordt verklaard door het feit dat het gaat om het herstel van een nalatigheid van de magistraat”²².

Volgens de toelichting knoopt het voorliggende voorstel rechtstreeks aan bij de Franse wetgeving betreffende de bevoegdheid van de rechter, niet alleen om materiële fouten en nalatigheden in zijn beslissing te verbeteren, maar ook om de beslissing aan te vullen wanneer hij uitspraak heeft gedaan *infra petita*, *ultra petita* of *extra petita* (artikelen 461 tot 464 van de Franse Nouveau Code de procédure civile).

²¹ Artikel 1708 van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

“1. Heeft het scheidsgerecht nagelaten uitspraak te doen over één of meer geschilpunten die kunnen worden gescheiden van die waarover wel uitspraak is gedaan, dan kan het, op vordering van één der partijen, zijn uitspraak aanvullen, ook al zijn de in artikel 1698 bedoelde termijnen verstreken, tenzij de wederpartij betwist dat is nagelaten uitspraak te doen over een geschilpunt of dat de geschilpunten kunnen worden gescheiden van die waarover wel uitspraak is gedaan.

2. In dat geval wordt het geschil door de meest gerede partij aanhangig gemaakt bij de rechtbank van eerste aanleg. Wanneer deze beslist dat de geschilpunten, waarover geen uitspraak is gedaan, gescheiden kunnen worden van die waarover wel uitspraak is gedaan, verwijst zij partijen naar het scheidsgerecht ter aanvulling van de uitspraak”.

Deze bepaling moet worden gelezen in samenhang met artikel 1702bis van het Gerechtelijk Wetboek dat luidt als volgt:

“1. Binnen dertig dagen na kennisgeving van de uitspraak, tenzij de partijen een andere termijn zijn overeengekomen:

a) kan één van de partijen, mits kennisgeving aan de andere, aan het scheidsgerecht vragen in de tekst van de uitspraak elke misstelling, verkeerde berekening, drukfout of soortgelijke fout te verbeteren;

b) kan een partij, wanneer partijen dat zijn overeengekomen, mits kennisgeving aan de andere, aan het scheidsgerecht vragen om een bepaald punt of specifieke passage uit de uitspraak uit te leggen.

Vindt het scheidsgerecht dit verzoek gegrond, dan doet het de verbetering of geeft het de uitlegging binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek. De uitlegging maakt integraal deel uit van de uitspraak.

2. Het scheidsgerecht kan uit eigen beweging elke vergissing bedoeld in het eerste lid, a), verbeteren binnen dertig dagen na de datum van de uitspraak.

3. Het scheidsgerecht kan indien nodig de termijn verlengen waarover het beschikt om de uitspraak te verbeteren of uit te leggen krachtens het eerste lid.

4. De bepalingen van artikel 1701 zijn van toepassing op de verbetering of de uitlegging van de uitspraak.

5. Wanneer dezelfde arbiters niet meer kunnen worden bijeengeroepen, moet het verzoek om uitlegging of verbetering van de uitspraak worden voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg waarvan de voorzitter bevoegd is om de uitvoerbaarverklaring te beslissen overeenkomstig de bevoegdheidsregels voorzien in de artikelen 1717 en 1719, tweede lid”.

²² *Justitiedialogen*, op.cit., 257.

De Franse Nouveau Code de procédure civile bepaalt immers het volgende:

“Article 461

Il appartient à tout juge d'interpréter sa décision si elle n'est pas frappée d'appel.

La demande en interprétation est formée par simple requête de l'une des parties ou par requête commune.

Le juge se prononce les parties entendues ou appelées.

Article 462

Les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune ; il peut aussi se saisir d'office.

Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées. Toutefois, lorsqu'il est saisi par requête, il statue sans audience, à moins qu'il n'estime nécessaire d'entendre les parties.

La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement.

Si la décision rectifiée est passée en force de chose jugée, la décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation.

Article 463

La juridiction qui a omis de statuer sur un chef de demande peut également compléter son jugement sans porter atteinte à la chose jugée quant aux autres chefs, sauf à rétablir, s'il y a lieu, le véritable exposé des prétentions respectives des parties et de leurs moyens.

La demande doit être présentée un an au plus tard après que la décision est passée en force de chose jugée ou, en cas de pourvoi en cassation de ce chef, à compter de l'arrêt d'irrecevabilité.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune. Il statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées.

La décision est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement et donne ouverture aux mêmes voies de recours que celui-ci.

Article 464

Les dispositions de l'article précédent sont applicables si le juge s'est prononcé sur des choses non demandées ou s'il a été accordé plus qu'il n'a été demandé”.

Het voorliggende voorstel, dat twee voorstellen die in 2005 en 2007 in respectievelijk de Senaat en de Kamer zijn gedaan²³, helemaal overneemt, is, wat betreft het recht om het verzuim van een uitspraak over een punt van de vordering te herstellen, duidelijk gekopieerd van deze wetgeving en inzonderheid van artikel 463 van de Franse Nouveau Code de procédure civile. Het neemt evenwel niet het geval over, vermeld in artikel 464 van dit Wetboek,

²³ Zie *Parl.St.* Senaat 2005-06, nr. 1458/1; Kamer 2007-08, nr. 139/001.

waarbij de rechter wordt gemachtigd zijn beslissing aan te vullen wanneer hij *ultra petita* of *extra petita* uitspraak heeft gedaan.

3. Het werk van de rechter efficiënter maken door de beroepen en wat daarmee samenhangt - namelijk de overbelasting van de rollen van de hoven van beroep - zoveel mogelijk te voorkomen, is op het eerste gezicht een aantrekkelijk idee. Het houdt echter gevaren in. Zulke aanpassingen van de procedure botsen immers met de beginselen van de onttrekking van de zaak aan de rechter en van de kracht van gewijsde. Deze beginselen liggen op hun beurt in de lijn van de vereisten ontleend aan artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, dat in principe eraan in de weg staat dat eenzelfde rechter zich opnieuw moet uitspreken over een geschilpunt waarover hij reeds uitspraak heeft gedaan en zo zelf moet vaststellen of hij in de toedracht van de zaak op correcte wijze toepassing heeft gegeven aan het recht²⁴.

De mogelijkheid een gerechtelijk debat op een andere wijze dan via een rechtsmiddel te heropenen nadat het is gesloten, dreigt voorts een proces in het proces te doen ontstaan en meer moeilijkheden te doen rijzen dan die welke de voorgestelde tekst juist wil voorkomen.

4. Om deze moeilijkheden te verhelpen, moet de wetgever naar aanleiding van deze hervorming eerst de regel van het ontslag van onderzoek memoreren, luidens welke de rechter die zijn rechtsmacht over een geschilpunt volledig heeft uitgeoefend, ter zake niet meer kan worden geadieerd. De wetgever kan zulks in de wet vastleggen door bijvoorbeeld artikel 19, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek in die zin aan te vullen, of hij kan zulks duidelijk opnieuw bevestigen bij de parlementaire voorbereiding van het voorliggende voorstel en vervolgens de uitlegging, de verbetering en het herstel van een verzuim van een uitspraak enkel als uitzondering op dit beginsel opvatten²⁵.

Er dient eveneens op te worden gewezen dat de uitzonderingen op een beginsel van openbare orde van het burgerlijk procesrecht²⁶ noodzakelijkerwijs strikt moeten worden geïnterpreteerd, want ze kunnen pleiters er anders toe aanzetten ze als een verkapt rechtsmiddel te beschouwen.

5. Onder dit voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

²⁴ EHRM 29 juli 2004, *San Leonard Band Club t. Malta*, §§ 63-44; *a contrario*, EHRM 22 oktober 2007, *Lindon, Otchakovsky-Laurens en July t. Frankrijk*, §§ 79-80. Voorts, en volgens een vaste rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, “[u]n des éléments fondamentaux de la prééminence du droit est le principe de la sécurité des rapports juridiques, qui veut, entre autres, que la solution donnée de manière définitive à tout litige par les tribunaux ne soit plus remise en cause” (EHRM 24 oktober 2006, *Popea t. Roemenië*, § 34).

²⁵ Dat is de werkwijze van de Franse wetgever, waarop de voorgestelde hervorming is gebaseerd, en waarbij in artikel 481 van de Nouveau Code de procédure civile het volgende wordt gesteld:

“Le jugement, dès son prononcé, dessaisit le juge de la contestation qu’il tranche.

Toutefois, le juge a le pouvoir de rétracter sa décision en cas d’opposition, de tierce opposition ou de recours en révision.

Il peut également l’interpréter ou la rectifier sous les distinctions établies aux articles 461 à 464”.

²⁶ G. de LEVAL, *Éléments de procédure civile*, Brussel, Larcier, 2003, 220, nr. 162.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In het eerste lid worden “de verschrijvingen of materiële weglatingen” vermeld die kunnen worden hersteld door het gerecht dat de beslissing heeft gewezen waarmee een dwaling of een weglating is gemoeid, of door het gerecht waarnaar het vonnis wordt verwezen.

In het tweede lid wordt de “executierechter” gemachtigd “de berekeningsfouten of de materiële fouten [te] verbeteren waarvan de gegevens voor de oplossing zich bevinden in de tekst zelf van de uitvoerbare titel”.

Tenzij zulks de bedoeling is van de wetgever, die hij dan nader moet toelichten, hoeft geen onderscheid te worden gemaakt tussen de “verschrijvingen of materiële weglatingen” die in het eerste lid worden vermeld, en “de berekeningsfouten of de materiële fouten” vermeld in het tweede lid. Dezelfde bevoegdheden inzake materiële verbetering moeten worden toegekend aan de rechter die de te verbeteren beslissing heeft gewezen en aan de beslagrechter. Derhalve moet dezelfde terminologie worden gebezigd.

Tevens moet in de beide leden hetzelfde woord worden gebruikt om de bevoegdheid van de rechter aan te duiden: “herstellen” (volgens het eerste lid) of “verbeteren” (volgens het tweede lid).

2. Indien zulks de bedoeling is van de wetgever, moet hij uitleggen waarom deze herstelbevoegdheid, voor de executierechter alleen geldt voor de fouten “waarvan de gegevens voor de oplossing zich bevinden in de tekst zelf van de uitvoerbare titel”, een beperking die niet wordt opgelegd aan de rechter die de fout verbetert die hijzelf heeft begaan, noch aan de rechter in hoger beroep.

3. In het eerste lid van het voorgestelde artikel 794 wordt aangegeven dat de verbetering kan aangebracht worden zelfs indien het een “al in kracht van gewijsde gegane beslissing” betreft. Teneinde mogelijke discussies te vermijden, is het aangewezen dat deze precisering eveneens wordt ingevoegd in het tweede lid, tenzij de redenen worden opgegeven om zulks niet te doen.

4. Aangezien de executierechter eigenlijk de beslagrechter is (artikel 1395 van het Gerechtelijk Wetboek), verdient het aanbeveling om hem zo te noemen.

5. Het tweede lid van het voorgestelde artikel 794, waarin sprake is van “de uitvoerbare titel”, lijkt de herstelbevoegdheid van de beslagrechter niet te beperken tot alleen de gerechtelijke beslissingen waarvan sprake is in het eerste lid. Deze bevoegdheid zou, volgens de huidige redactie van de tekst, ook van toepassing kunnen zijn op alle uitvoerbare titels, inzonderheid ook op het geheel van authentieke akten die de formulering van een verplichting inhouden (notariële akte), alsook op uitvoerbaar verklaarde bestuursdwang.

Tenzij zulks de bedoeling is van de wetgever, behoort de voorgestelde tekst te worden herzien.

6. In de praktijk is het zo dat sommige beslagrechters die een materiële fout of weglating moeten interpreteren of rechtzetten, de partijen verzoeken om vooraf af te zien van elke rechtsvordering tot rechtzetting of interpretatie bij de rechter die de uitgevoerde beslissing heeft gewezen, en wel om te vermijden dat interpretatieve of verbeteringsbeslissingen genomen worden die onderling niet verenigbaar zijn.

Daar de tekst van het voorstel ertoe strekt de beslagrechter overeenkomstig de wet de bevoegdheid te verlenen om materiële verschrijvingen (of weglatingen²⁷) in het ten uitvoer gelegde vonnis te verbeteren, verdient het aanbeveling om de kwestie van het gevaar op concurrentie tussen de verbeteringsbeslissing van de beslagrechter en die van de rechter die de beslissing gewezen heeft waarin de verschrijving of de weglating voorkomt, uitdrukkelijk te regelen.

7. In het huidige artikel 794, *in fine*, van het Gerechtelijk Wetboek wordt bepaald dat de rechter de verschrijvingen in een door hem gewezen beslissing kan verbeteren, “zonder evenwel de daarin bevestigde rechten uit te breiden, te beperken of te wijzigen”. De toevoeging van het recht om materiële weglatingen te verbeteren mag niet aldus worden geïnterpreteerd dat wordt afgeweken van het verbod om de rechten die erkend worden in de te verbeteren beslissing uit te breiden, te beperken of te wijzigen²⁸. Deze beperking in de voorgestelde tekst van artikel 794 moet bijgevolg behouden blijven, omdat in de toekomst anders over dat punt discussie zou kunnen ontstaan.

8. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de beslagrechter alleen bevoegd zou zijn op het vlak van de verbetering (van verschrijvingen of materiële weglatingen), maar niet wat betreft de interpretatie van de onduidelijke of dubbelzinnige uitvoerbare titel, in de zin van artikel 793 van het Gerechtelijk Wetboek. Het voorstel dient in die zin te worden aangevuld.

Artikelen 4 en 5

In de tekst van het voorgestelde artikel 794/1, eerste lid, wordt bepaald dat de mogelijkheid om het verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering, te herstellen, geen afbreuk mag doen “aan het in kracht van gewijsde gegane (van de) andere delen van de uitspraak”.

Er wordt evenwel voorzien in een geval dat overgenomen is uit de Franse wetgeving²⁹, maar waarvan de draagwijdte niet echt duidelijk is: “behalve desgevallend van de

²⁷ Zie hierboven opmerking 1.

²⁸ Alleen de verbetering van het verzuim zich over een punt van de vordering uit te spreken, zoals bedoeld in het voorgestelde artikel 794/1, zou immers aldus kunnen worden geïnterpreteerd.

²⁹ Artikel 463, eerste lid, *in fine*, van de Franse Nouveau code de procédure civile.

oorspronkelijke uiteenzetting van de aanspraken van elk der partijen en van hun middelen te herstellen”.

Het is de Raad van State niet duidelijk of deze beperking geldt voor de bevoegdheid die aan de rechter is verleend om zijn beslissing aan te vullen of voor het feit dat niet geraakt mag worden aan de kracht van gewijsde wat betreft de overige punten van de vordering.

Aangezien dat tweede geval noch gerechtvaardigd, noch rechtens toelaatbaar is, daar het onvermijdelijk afbreuk zou doen aan de kracht van gewijsde of aan de regels inzake de onttrekking van de zaak aan de rechter, gaat de Raad van State ervan uit dat deze beperking betrekking heeft op het recht van de rechter om zijn beslissing aan te vullen, in die zin dat er geen aanleiding tot herstel zou zijn op grond van “de oorspronkelijke uiteenzetting van de aanspraken van elk der partijen en van hun middelen”.

Indien dat inderdaad de bedoeling van de wetgever is, dient deze precisering te vervallen ook al dreigt dit aanleiding te geven tot interpretatieproblemen. Het is immers zo dat het verzuim van de rechter noodzakelijkerwijze afgeleid zal kunnen worden uit een vergelijking tussen de vorderingen van de partijen in hun conclusies en de punten van de vordering waarover de rechter daadwerkelijk uitspraak zal hebben gedaan.

In dat verband behoort bijzondere aandacht te worden verleend aan de inhoud van artikel 748*bis*, van het Gerechtelijk Wetboek dat luidt als volgt:

“Onverminderd de toepassing van artikel 748, § 2, en behoudens in het geval van conclusies die er slechts toe strekken om een of meer van de in artikel 19, tweede lid, bedoelde maatregelen te verzoeken, een tussengeschied op te werpen dat aan het geding geen einde maakt of te antwoorden op het advies van het openbaar ministerie, nemen de laatste conclusies van een partij de vorm aan van syntheseconclusies. Voor de toepassing van artikel 780, eerste lid, 3°, vervangen de syntheseconclusies alle vorige conclusies en desgevallend de gedinginleidende akte van de partij die de syntheseconclusies neerlegt”.

Er behoort te worden verduidelijkt dat de herstelbevoegdheid van de rechter uitgeoefend moet worden in het licht van de regels die vervat liggen in voornoemd artikel 748*bis*.

2. Het tweede lid van het voorgestelde artikel 794/1, waarin de tekst van artikel 463, tweede lid, van de Franse Nouveau Code de procédure civile overgenomen wordt, doelt op het geval waarbij een voorziening in cassatie “met betrekking tot dit deel” is ingesteld en preciseert dat de termijn van één jaar gedurende welke een vordering kan worden ingesteld opdat de rechter zijn beslissing vervolledigt in dat geval een aanvang neemt “vanaf het arrest van niet-ontvankelijkheid³⁰”.

Deze precisering kan enkel uitgelegd worden in het licht van de Franse wet en van de rechtspraak van het Hof van Cassatie van Frankrijk, dat van oordeel is dat elk beroep, met inbegrip van de voorziening in cassatie, met het oog op de aanvulling van een beslissing waarbij

³⁰ Dat arrest dient door het Hof van Cassatie gewezen te worden.

verzuimd is uitspraak te doen over een punt van de vordering, onontvankelijk is, aangezien dit verzuim uitsluitend verholpen mag worden door de vordering tot herstel van het verzuim³¹.

Er behoort evenwel op gewezen te worden dat artikel 463, tweede lid, van de Franse Nouveau Code de procédure civile “(n’a) pas repris les dispositions de l’article 110 du décret du 20 juillet 1972 qui exigeait que la requête pour omission de statuer fût présentée avant l’expiration des délais d’appel ou de pourvoi et qui interdisait de l’exercer si ceux-ci étaient formés”³².

De voorgestelde tekst wijzigt het huidige artikel 799 van het Gerechtelijk Wetboek evenwel niet ten gronde, welk artikel, zoals het aangevuld is bij artikel 7 van het voorstel, zou luiden als volgt:

“De rechter mag een beslissing enkel verbeteren of oordelen over een deel van de vordering waarover geen uitspraak is gedaan, in zover ze niet is bestreden”.

Zo ook beoogt de voorgestelde tekst de wijziging van artikel 795 van het Gerechtelijk Wetboek, dat voortaan zou luiden als volgt: “De vorderingen tot uitlegging, verbetering of herstel van een verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering worden gebracht voor de rechter die beslissing heeft gewezen, indien hiertegen geen hoger beroep is ingesteld”.

In de Franse rechtsleer wordt bevestigd dat tegen uitsluitend een vordering tot herstel van de materiële fout geen beroep kan worden ingesteld³³. Het Hof van Beroep zou het verzuim van de eerste rechter alleen kunnen herstellen, indien bij dat Hof ook beroep is ingesteld met betrekking tot andere punten van de vordering, uit kracht van de devolutieve werking van het appel³⁴.

Zoals hiervoor is gememoreerd, kan tegen het verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering, in het kader van een beslissing die in laatste aanleg is gewezen, ook geen voorziening in cassatie worden ingesteld met betrekking tot dat ene punt.

De steller van het voorstel dient deze aangelegenheid duidelijk te regelen en moet, in voorkomend geval, artikel 799 van het Gerechtelijk Wetboek in die zin wijzigen en afzien van de tweede voorgestelde wijziging van artikel 775 van het Gerechtelijk Wetboek.

³¹ Inz. Cass. fr. (comm.) 27 mei 1981, (79-17.054), volgens hetwelk het verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering, volgens artikel 463 van de Franse Nouveau Code de procédure civile enkel aanleiding kan geven tot een beroep voor het rechtscollege dat verzuimd heeft uitspraak te doen en geen voorziening in cassatie mogelijk maakt.

³² S. GUINCHARD, C. CHAINAIS en F. FERRAND, *Procédure civile*, 31^e éd., Paris, Dalloz, 2012, 785 en 786.

³³ *Ibid*, 784.

³⁴ *Ibid*, 785.

Artikel 6

1. Krachtens artikel 16 van de wet van 31 december 2012 “houdende diverse bepalingen, inzonderheid betreffende justitie” is artikel 11 van de wet van 10 juli 2006 ‘betreffende de elektronische procesvoering’, dat artikel 706 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt, op 1 januari 2013 in werking getreden. De procedure van de vrijwillige verschijning is opgeheven en vervangen door een procedure waarbij de vordering wordt ingesteld bij gezamenlijk verzoekschrift. Daarmee behoort rekening te worden gehouden in het voorgestelde artikel 796.

2. Het huidige artikel 796 van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

“De vorderingen tot uitlegging of verbetering worden, ingeval de partijen het eens zijn, ingeleid volgens de regels van de vrijwillige verschijning, of anders in de gewone vorm van de dagvaarding”.

Het voorgestelde artikel 796 bepaalt op zijn beurt dat de vorderingen die daarin worden bedoeld (verbetering, uitlegging en herstel van het verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering) ingesteld worden bij verzoekschrift van een van de partijen, door vrijwillige verschijning van deze partijen (lees: bij gezamenlijk verzoekschrift overeenkomstig het nieuwe artikel 706 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals hierboven bepaald in punt 1) of in de gewone vorm van de dagvaarding.

Bij gebrek aan uitleg in dat verband in de toelichting bij het voorstel, is het de Raad van State niet duidelijk wat de logica is, die ten grondslag ligt aan de keuze voor de dagvaarding in plaats van het verzoekschrift als middel om een vordering in te stellen wanneer er geen sprake is van vrijwillige verschijning (lees: bij gezamenlijk verzoekschrift overeenkomstig het nieuwe artikel 706 van het Gerechtelijk Wetboek). Wordt in dat verband een strikt parallellisme vereist met de manier waarop de oorspronkelijke vordering is ingesteld? Laat men het daarentegen over aan de louter discretionaire keuze van de indiener van de vordering tot verbetering, uitlegging of herstel van het verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering? Gelet op de discussies waartoe het huidige artikel 796 van het Gerechtelijk Wetboek³⁵ nu reeds aanleiding gegeven heeft, dient de voorgestelde bepaling op dat vlak verduidelijkt te worden.

Fundamenteler is evenwel dat, gelet op de proceseconomische doelstelling van het voorstel, de Raad van State zich afvraagt of het werkelijk wenselijk is om de dagvaarding te blijven beschouwen als de manier waarop vorderingen tot verbetering, uitlegging en herstel van het verzuim tot uitspraak over een punt van de vordering³⁶, moeten worden ingesteld, tenzij ervan uitgegaan wordt dat deze wijze van aanhangig maken van de zaak wegens de doeltreffendheid ervan niet mag worden uitgesloten.

³⁵ Zie L. VERHAEGEN en L. SCHELLEKENS, “Commentaar bij Art. 796 Ger. W.”, Gerechtelijk recht. Artikelsgewijze commentaar met overzicht van rechtspraak en rechtsleer, Kluwer, Afl. 75 (18 juni 2009), 228 tot 230.

³⁶ Zie in dat verband aanbeveling nr. 2010/2 van de advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie, van 20 mei 2010 betreffende de verbetering van vonnissen, alsook, naar aanleiding van die aanbeveling, het wetsvoorstel ‘tot wijziging van de artikelen 796 en 797 van het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op het vereenvoudigen van de procedure betreffende de verbetering van de vonnissen’, *Parl.St.* Senaat, 2010-2011, nr. 5-1126/1.

3. Aangezien de manieren van indiening bedoeld in het eerste lid de invoering van een nieuwe procedure tot gevolg hebben, is die toevoeging niet verantwoord in het licht van de huidige tekst van het tweede lid van het voorgestelde artikel 796. Er behoort een debat op tegenspraak te worden gevoerd, overeenkomstig het gemene recht.

Artikel 7

Er wordt verwezen naar de opmerkingen geformuleerd onder artikel 4 van het voorstel.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS